

Le Commonwealth en tant qu'organisation pourrait décider de prendre certaines mesures, par exemple vouloir découvrir si lui-même ou certains de ses membres peuvent contribuer à ouvrir le dialogue entre le gouvernement sud-africain et ceux qui s'y opposent, peut-être en offrant l'occasion de discussions préparatoires. S'il existe une possibilité quelconque d'ouvrir la porte à des échanges pacifiques, nous ne devrions pas nous laisser arrêter par crainte de l'échec.

Nous ne devons pas non plus présumer que l'Afrique du Sud résistera toujours à la réforme réelle. Les mesures prises récemment pour accorder aux Noirs le droit de résidence permanente dans certains quartiers urbains et la suspension des arrestations sommaires sont, au moins, des signes d'un délaissement du passé. Nous préconisons une réforme fondamentale, mais nous devons également souligner le fait que selon nous, un changement d'orientation est possible à l'intérieur de l'Afrique du Sud et dans les relations entre l'Afrique du Sud et les autres pays. Bien entendu, la perspective du changement pourra en effrayer certains. Nous devons donc encourager le sentiment qu'il est préférable d'abandonner les conflits et d'entamer une collaboration réelle avec tous les Sud-Africains et le reste du monde, plutôt que de persister dans l'attitude actuelle. Le Commonwealth a diverses fonctions, dont celle de garder la porte entrouverte à l'Afrique du Sud, d'encourager et de faciliter la réforme, tout en entretenant l'espoir de la réconciliation une fois que l'apartheid aura été condamné et démantelé.